



Recrutements Ouvriers d'Etat

Juin 2018

La Secrétaire Générale annonce officiellement le refus de la Fonction Publique de recruter des Ouvriers d'Etat à la DGAC...

A l'occasion d'une question diverse concernant la navette d'Athis-Mons en CT DGAC, la Secrétaire générale de la DGAC a annoncé officiellement avoir « perdu la bataille du recrutement d'Ouvriers d'Etat ».

Le bruit courait depuis quelques semaines, mais cette annonce officielle change profondément les choses.

La CFDT s'est battue depuis l'origine pour que la DGAC puisse continuer de recruter des personnels ouvriers d'Etat. Le Directeur général avait annoncé avoir obtenu cette possibilité fin 2016.

Il apparaît aujourd'hui que la DGAC a perdu cette bataille contre le Ministère de la Fonction Publique, et que le Cabinet du Ministre n'a pas réussi à faire arbitrer positivement Matignon.

... et annonce dans la foulée sa volonté de recruter des personnels contractuels en remplacement, « très vite ».

L'absence d'effectifs (près de 30 ouvriers d'Etat auraient dû être recrutés entre 2017 et 2018) pèse sur les services, et sur les agents en premier lieu, car l'absence de collègues pèse au quotidien quand il faut pallier leur absence !

La Secrétaire générale a annoncé le recrutement de contractuels pour pallier les manques, le plus tôt possible : les autorisations de recrutement de personnels existent, et les budgets aussi.

Faut-il mettre la tête dans le sable parce que nous ne sommes pas d'accord avec cette nouvelle orientation et l'abandon des recrutements d'ouvriers d'Etat ?

Ce serait laisser la DGAC décider seule des conditions de rémunération et de carrière de nos futurs collègues, car la décision est prise.

La CFDT a donc exigé de réunir dans les plus brefs délais une réunion de négociation pour discuter des conditions d'embauche des contractuels annoncés par la DGAC.

Nos objectifs sont clairs : ne pas avoir des personnels aux compétences identiques qui soient au final moins payés.

La Secrétaire générale a finalement convenu que l'exigence CFDT était indispensable, et a accepté le principe d'une réunion sur le sujet, si possible dès le mois de juillet.

